



REPENSER LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

La pandémie est l'occasion d'expérimenter un nouveau modèle de référence de formulation de la politique économique qui intègre la société civile et les normes sociales

Samuel Bowles et Wendy Carlin

De nombreux travailleurs jugés essentiels durant la pandémie, comme ceux des établissements de soins pour personnes âgées, des supermarchés et des entrepôts de distribution, sont dans l'incapacité de boucler leurs fins de mois même en périodes favorables. Pendant la crise de la COVID-19, le risque de contracter une maladie grave est venu s'ajouter à une faible rémunération. Les employeurs ont exigé de leurs salariés qu'ils se présentent à leur travail, dans des usines de conditionnement de viandes et des restaurants, ce qui a fait peser un risque important sur eux-mêmes et leur famille ; leur seul recours est de quitter leur emploi, hypothéquant ainsi leurs moyens de subsistance.

Ces choix déchirants constituent le dommage indirect de la pandémie. Le malaise moral face à cette situation s'est propagé même dans le domaine économique, ce qui

a contraint la profession à s'atteler à la résolution de problèmes éthiques qui, en temps ordinaires, sont l'apanage des chefs religieux et des philosophes. Parallèlement à l'urgence climatique, la pandémie a mis en évidence que la défaillance du marché est aujourd'hui la norme, et non pas l'exception, ce qui a rendu le modèle économique standard anachronique, comme le chômage massif et persistant pendant la Grande Dépression l'avait fait pour l'idée selon laquelle les marchés du travail égaliseront l'offre à la demande, éliminant ainsi le chômage.

Les retombées de la pandémie modifieront notre réflexion sur l'économie et l'action publique, non seulement dans les séminaires et les groupes de réflexion, mais aussi dans le langage employé au quotidien par les citoyens pour parler de leurs moyens de subsistance et de leur avenir.



Graphique 1



Les sujets qui préoccupent les étudiants actuellement laissent entrevoir ce à quoi un nouveau paradigme économique pourrait ressembler. Entre 2016 et 2020, nous avons demandé à 9 032 étudiants dans 18 pays, au tout début de leur entrée dans le cursus économique, de désigner les problèmes les plus urgents auxquels les économistes d’aujourd’hui devraient s’attaquer (graphique 1).

Leurs réponses apparaissent ci-dessus. La taille de la police de caractères indique la fréquence des réponses. Les étudiants en économie ont évoqué les inégalités, les changements climatiques et le chômage comme principaux sujets de préoccupation entre 2016 et 2020. Un nouveau modèle de référence qui est de plus en plus enseigné encourage déjà les jeunes gens qui s’intéressent à ces questions à poursuivre dans la filière économique.

Un nouveau modèle économique ne changera pas à lui seul les mentalités et les politiques. Les succès du New Deal keynésien et du néolibéralisme nous ont appris qu’un nouveau modèle économique devient un moteur du changement lorsqu’il s’inscrit dans un solide cadre moral, qu’il est illustré par des innovations emblématiques et qu’il est explicité dans les conversations quotidiennes.


À titre d’exemple, le libéralisme classique reposait sur l’attachement à l’ordre, à l’égalité, à la liberté anti-paternaliste et à l’utilitarisme, qui était en synergie avec son modèle économique axé sur la concurrence, la division du travail et la spécialisation. Il se caractérisait par des politiques de libre-échange et antitrust. Le discours ordinaire a repris à son compte ses vérités, comme lorsqu’Alice murmurait à la Reine (dans *Alice au pays des merveilles*) « C’est quand chacun s’occupe de ses affaires que le monde n’en va que mieux ».

Des paradigmes économiques plus récents reposaient aussi sur une synergie de valeurs et de modèles économiques complémentaires.

Pour les économistes keynésiens, un engagement à réduire l’insécurité économique et à augmenter les revenus des moins aisés au moyen de programmes publics et de négociations syndicales était couplé à une série de propositions concernant le comportement d’épargne, les stabilisateurs automatiques et la demande globale. La cohérence et la puissance rhétorique du paradigme keynésien dépendaient de la croyance, très plausible dans les circonstances, dans le fait que la recherche des valeurs égalitaires de ses partisans à travers la politique et l’organisation économiques améliorerait les résultats économiques globaux en favorisant des niveaux de production et d’emploi plus élevés et plus stables.

De la même manière, ce qui a été qualifié de néolibéralisme a mis en avant deux piliers normatifs. Le premier était la liberté par rapport à la coercition de l’État (plutôt qu’une liberté totale et l’absence de domination dans la sphère privée ou publique). Le deuxième était une vision procédurale de la justice, qui juge les résultats — quoiqu’inégaux — équitables tant que les règles du jeu le sont. L’idée que les êtres humains sont individualistes et amoraux a fait le lien entre la philosophie du néolibéralisme et sa doctrine économique, ainsi qu’une représentation de la manière dont ils interagissent dans l’économie, à savoir via des échanges sur des marchés concurrentiels dans le cadre de contrats complets. Les contrats complets, qui couvrent tous les aspects de l’échange d’intérêts et pas uniquement ceux des parties qui échangent, ont assuré une protection contre les dysfonctionnements des marchés qui découlent des « effets d’entraînement » ou « effets externes », par exemple la propagation d’épidémies ou les émissions de gaz à effet de serre.

L’élargissement à la sphère publique de l’hypothèse d’agents mus par leur intérêt personnel a donné au néolibéralisme une vision des choix publics dans laquelle les pouvoirs publics et autres acteurs collectifs, à l’instar des



La révolution comportementale en économie nous a appris que les individus ne sont ni omniscients ni totalement mus par leur intérêt personnel, mais sont animés par des « sentiments moraux » et des intérêts matériels.

syndicats, étaient simplement des groupes d'intérêts spéciaux qui épuisent des ressources rares afin d'obtenir une plus grande part d'un gâteau plus petit. Dans ce modèle économique, la limitation de la puissance publique qui a été préconisée pour des motifs philosophiques était aussi nécessaire pour le bon fonctionnement de l'économie. Les valeurs et le modèle ont fusionné dans des mesures emblématiques comme les chèques éducation (qui permettent de choisir un établissement scolaire) et un impôt sur le revenu négatif (qui remplace des programmes de lutte contre la pauvreté par des paiements en espèces directs de l'État) et dans des formules telles que « Le gouvernement qui gouverne le mieux gouverne le moins ».

Intégrer des modèles économiques et des valeurs éthiques de façon complémentaire ne suffit toutefois pas à garantir le succès d'un paradigme : pour que les mesures recommandées portent leurs fruits, le modèle économique doit être une approximation raisonnable de l'économie empirique. Tout comme un changement de réalité économique a sonné le glas du libéralisme classique après la Grande Dépression, le paradigme keynésien a été remis en question par la stagnation de la croissance conjuguée à l'inflation (phénomène appelé « stagflation ») dans les années 70. De même, le désenchantement à l'égard du néolibéralisme s'est accentué après la crise financière mondiale de 2008, que beaucoup ont considérée comme le prix à payer pour la déréglementation des marchés prônée par les néolibéraux. La désillusion à l'égard de la politique du laisser-faire a depuis gagné du terrain face au creusement des inégalités, à la crise climatique et aujourd'hui à la pandémie.

Pour devenir une composante d'un nouveau paradigme, un nouveau modèle économique de référence doit adopter une position sur les fondamentaux, dont l'économie en tant qu'élément du système social et de la biosphère, la manière dont nous représentons les individus en tant qu'acteurs économiques et décideurs, les principales institutions qui régissent nos échanges et les caractéristiques des technologies qui sous-tendent nos moyens de subsistance. L'économie contemporaine, qui est l'objet d'étude des chercheurs et qui est normalement enseignée aux étudiants diplômés, apporte une réponse sur chacun de ces points.

La révolution comportementale en économie nous a appris que les individus ne sont ni omniscients ni totalement mus par leur intérêt personnel, mais sont animés, comme l'a affirmé Adam Smith, par des « sentiments moraux » et des

intérêts matériels. Parmi ces sentiments moraux figurent la dignité, à savoir le refus d'être exploité par les autres, ainsi que des convictions éthiques et l'attention portée à autrui. Elles englobent l'altruisme et la réciprocité, mais aussi l'intolérance sectaire et l'hostilité tribale.

La manière dont la science économique représente les relations entre les individus a aussi connu une profonde transformation : nous savons aujourd'hui que les contrats sont pour la plupart incomplets. L'économie de l'information, dont le père est Friedrich Hayek et qui s'est considérablement développée ces 40 dernières années pour devenir un pilier de l'économie contemporaine, montre bien que ni l'État ni des acteurs privés ne peuvent spécifier dans un contrat exécutoire l'ensemble des points importants.

Les effets sur autrui, qui ne sont pas couverts par les dispositions contractuelles, sont la règle, et non pas l'exception. Ceux-ci englobent non seulement les défaillances bien connues des marchés qui agissent sur notre rapport à la biosphère, par exemple la pollution, mais aussi les marchés primordiaux dans une économie capitaliste moderne : les marchés du travail, du crédit et de l'information. Sur le marché du travail, par exemple, l'ardeur au travail et la méticulosité d'un travailleur revêtent une grande importance pour les salariés comme pour les employeurs. Cependant, il est impossible d'appliquer ou même de préciser cela dans un contrat. Sur le marché du crédit, la promesse de rembourser un prêt peut figurer dans le contrat, mais contrôler qu'elle sera tenue n'est peut-être pas possible.

L'incomplétude des contrats a de vastes conséquences. Lorsque les contrats sont incomplets, on observe généralement un excès d'offre ou de demande, même sur les marchés très concurrentiels. Par exemple, les employeurs décident de verser des salaires plus élevés que la deuxième meilleure option d'un travailleur. Cela procure ce que les économistes appellent une rente sur le travailleur, ce qui signifie que ce dernier est plus aisé avec l'emploi que sans. La crainte de perdre cette rente est un puissant moteur pour que le travailleur satisfasse à la demande de l'employeur de travailler dur et de suivre les instructions. S'il est coûteux de perdre son emploi, alors il doit y avoir des travailleurs potentiels qui préféreraient avoir un emploi, à savoir les chômeurs.

Dans ces relations, les échanges sont régis en partie par l'association du contrat, des normes sociales (comme la conscience professionnelle du salarié ou la franchise de l'emprunteur) et de l'exercice du pouvoir par l'employeur

ou, dans le cas du marché du crédit, par le prêteur. Il y a 80 ans, Ronald Coase a donné une définition restée célèbre du contrat de travail : transfert de pouvoir entre le travailleur et l'employeur. Un modèle économique qui tient compte de ce transfert de pouvoir, et est donc en mesure d'intégrer l'abus des pouvoirs personnels des employeurs, fournit un cadre aux dirigeants pour remédier à la situation difficile vécue par les travailleurs essentiels faiblement rémunérés, qui sont contraints de choisir entre leurs moyens de subsistance et leur santé. Les initiatives des pouvoirs publics dans ce domaine vont de l'élargissement des droits individuels des travailleurs sur le lieu de travail au soutien apporté à ceux qui restent à domicile afin de contenir la propagation de l'épidémie.

En élargissant la science économique à de nouvelles aspirations — un attachement à la justice, l'exigence de dignité et le besoin de s'exprimer —, le nouveau modèle économique de référence ouvre un ensemble plus vaste de possibilités d'action. Il propose des modifications des règles du jeu qui pourront être appliquées non seulement par le marché et les instruments de l'État, mais aussi par l'exercice du pouvoir personnel et les normes sociales.

Prenons l'exemple des politiques de « taxe et dividende carbone » (l'État fixe un prix pour les émissions de carbone) et « de plafonnement et d'échange » (l'État plafonne les émissions et laisse le marché déterminer le prix). Chacune utilise un dosage différent de moyens étatiques et de mécanisme du marché pour réduire les émissions de carbone, comme le montrent leurs positions différentes sur la ligne horizontale dans le graphique 2. Il s'agit toutefois d'un éventail restreint à une seule dimension de moyens d'action possibles. Il suppose que les acteurs privés et publics disposent d'informations suffisantes pour élaborer des mécanismes appropriés afin de lutter contre des problèmes comme les changements climatiques ou une pandémie mondiale. En raison de son étroitesse, il néglige les solutions possibles faisant intervenir une troisième dimension qui découle de l'intégrité sociale des individus et de la puissance des normes sociales.

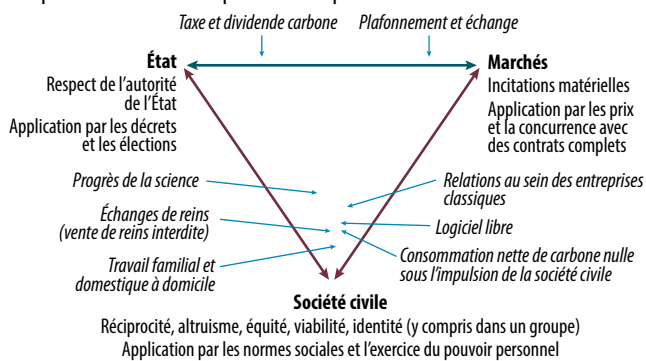
Le graphique 2 illustre des mesures qui allient aspiration et mécanismes d'application de trois pôles qui travaillent en synergie et ne se substituent pas les uns aux autres, à savoir l'État, les marchés et la société civile. Ces mesures se situent à différents points à l'intérieur du triangle. Un positionnement vers le centre symboliserait le recours à un cocktail des trois mécanismes, par exemple la recherche, la production, la distribution et la couverture de la population d'un vaccin contre la COVID-19 (graphique 3).

Du fait de la pandémie, les principes éthiques sont inélictables, surtout ceux d'équité et de solidarité, même parmi les étrangers. Les débats pour savoir qui doit accéder aux vaccins en priorité et quels travailleurs sont essentiels durant une pandémie montrent bien que nous ne pouvons

Graphique 2

Un nouvel espace pour formuler la politique économique

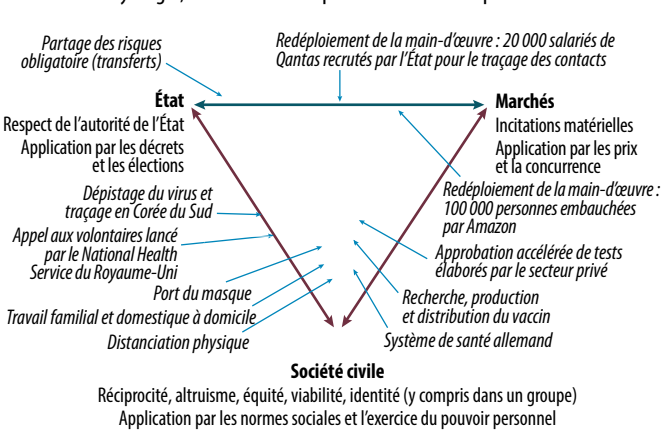
Élargir le débat concernant la puissance de l'État/des marchés pour tenir compte du rôle des normes sociales crée de nouvelles possibilités de lutter contre des problèmes allant de la pollution aux pandémies.



Graphique 3

L'épreuve de la COVID-19

La riposte à la COVID-19 montre que les États, les marchés et la société civile travaillent en synergie, le meilleur exemple étant la mise au point des vaccins.



pas compter sur le système des prix ou sur le respect de la volonté de l'État pour faire ressortir les valeurs qui ont de l'importance à nos yeux.

L'espace plus vaste offert par la nouvelle référence en matière de science économique fournit une grille d'analyse qui intègre ces questions éthiques dans un modèle économique adapté à un monde dans lequel les individus sont reliés non seulement par les marchés et les contrats, mais aussi par l'exercice personnel du pouvoir, la propagation de maladies, les effets sur la biosphère, les liens d'appartenance à un groupe et une préoccupation pour le bien commun. **FD**

SAMUEL BOWLES dirige le programme de sciences du comportement à l'Institut de Santa Fe. **WENDY CARLIN** est professeure d'économie au University College London. Tous deux font partie des coauteurs des textes d'introduction en accès libre du projet CORE, *The Economy and Economy, Society, and Public Policy*. Voir www.core-econ.org.